

Communiqué de presse

Halte à la répression des enseignant.es contractuel.les au Maroc

mardi 13 avril 2021, par [#FreeKouchi](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2021).

Au Maroc, les enseignants contractuels, recrutés depuis 2016 en dehors des cadres de la fonction publique, multiplient depuis des années grèves et manifestations pour réclamer leur intégration dans le statut de fonctionnaire et la sortie d'une crise de l'enseignement que leur recrutement au rabais ne fait que renforcer.

Les 6 et 7 avril 2021, ils ont été des milliers à envahir les rues de Rabat, en manifestations nationales massives et pacifiques. Elles ont cependant été réprimées, comme toutes les précédentes. Le 6 avril, 20 enseignants - dont 2 enseignantes- ont été arrêtés et présentés 48 heures après, ce jeudi 8 avril, devant le Tribunal de première instance de Rabat qui les a inculpé.s pour violation de l'état d'urgence sanitaire, coups, blessures et injures contre des membres des forces de l'ordre et participation à une manifestation non autorisée.

Mis.es en liberté provisoire, ils et elles se sont plaint.es des mauvais traitements subis au poste de police : aucune nourriture pendant 48 heures, tortures et traitements humiliants et dégradants, notamment pour les deux femmes arrêtées qu'on a déshabillées à deux reprises durant les interrogatoires. Le Procureur a constaté des ecchymoses et a inscrit ces faits dans les PV.

Nezha Majidi, qui avait dénoncé avoir subi un harcèlement sexuel lors d'une autre manifestation, le 17 mars dernier, est également poursuivie pour outrage à un corps constitué.

Le 7 avril, une quarantaine d'autres enseignant.es ont été arrêtés, 27 ont été relâchés sans poursuite et 13 ont été inculpés et convoqués pour une première audience devant le Tribunal pour le 27 mai, comme les autres.

Le Collectif #FreeKoulchi s'inquiète de cette escalade de la répression qui touche le mouvement des enseignant.es contractuel.les.

Il s'inquiète d'arrestations et de poursuites judiciaires en guise de toute réponse à un mouvement social massif et légitime.

Il réclame le respect du droit à manifester et l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre les enseignant.es.

9 avril 2021

#FreeKouchi

